

Travailleurs d'ici ou d'ailleurs, un même combat contre le patronat !

Après Jeudi dernier, le RN a pour la première fois remporté un vote à l'Assemblée nationale : une motion appelant à « dénoncer » l'accord migratoire franco-algérien de 1968.

Ce vote a été un moment supplémentaire pour le RN de décharger sa bile raciste et de faire sa petite cuisine en décrochant des votes de la droite.

Mais de quoi traite cet accord ?

Depuis 1968, l'accord en question a été modifié par l'État français à trois reprises. Quelques dispositions avantagent un peu les Algériens par rapport aux autres immigrés, comme la réduction de six mois du délai pour demander le regroupement familial. Mais les autres les handicapent : la régularisation par le travail ou pour motif humanitaire ne s'appliquent pas à eux ; les étudiants diplômés en France peuvent plus difficilement rester pour travailler.

Beaucoup de bruit raciste...

Depuis que les mobilisations « *Bloquons tout* » et les grèves de septembre n'occupent plus les médias, la boue raciste ressurgit. Ils montent en épingle le moindre fait divers dans lequel des étrangers sont mêlés.

S'agit-il de faire diversion ? En partie oui : parce que ce ne sont pas les immigrés qui licencient, qui bloquent les salaires, ou cassent les services publics, mais les capitalistes et le gouvernement.

Cette démagogie vise également à nous affaiblir. En créant un climat de défiance entre nous, le racisme veut nous empêcher de faire bloc face à nos employeurs, de défendre nos conditions de vie.

Le RN n'en a d'ailleurs pas le monopole. La droite et le gouvernement mènent depuis deux ans une vraie campagne contre les Algériens. Ils dénoncent hypocritement la dictature des généraux, alors qu'en 2019, l'État français s'est bien gardé d'aider le peuple algérien à s'en débarrasser, lors du mouvement de révolte du « Hirak ». En fait, ils visent tous ceux et celles qui parmi nous, en France, ont des racines de l'autre côté de la Méditerranée.

... pour couvrir le bulldozer des attaques antisociales

En retour, le RN rivalise avec Lecornu sur les manières de nous faire les poches. Le 23 octobre, il

présentait devant un parterre de patrons son « contre-budget ». Loin de combattre les coupes budgétaires, il veut raboter 36 milliards d'euros de plus.

Les cibles du RN : les pauvres, les étrangers et la protection de l'environnement. Mais se passer d'autant d'argent public retombera fatalement sur toute la population laborieuse.

Surtout qu'à l'inverse, le RN refuse de toucher aux 270 milliards d'aides aux capitalistes. Ses députés multiplient les votes contre tout ce qui va un tant soit peu dans ce sens !

Mais si on s'arrête, tout s'arrête !

Seulement, rien ne fonctionne sans nous dans cette société. C'est d'ailleurs par le mot d'ordre « *Une journée sans nous : si on s'arrête, tout s'arrête !* » que la « Marche des solidarités » va mobiliser le 18 décembre prochain, pour la journée de solidarité internationale des migrants.

Derrière ce slogan, il y a toute la réalité des travailleurs et travailleuses sans-papiers, exploités, opprimés dans les ateliers, les métiers de service et les chantiers que le patronat presse jusqu'à la mort parfois, mais qu'il utilise aussi pour mettre la pression sur l'emploi et les salaires sur l'ensemble du monde du travail.

C'est cette logique qu'il faut briser en nous joignant massivement à la mobilisation du 18 décembre, comme vont déjà le faire les travailleurs et travailleuses du social en appelant à la grève.

Si nous faisons bloc, les patrons, les riches et le gouvernement à leur service ne pourront rien nous imposer.

N'en déplaise à ceux qui, à gauche, prétendaient qu'avec la fin du 49.3, ils pourraient nous défendre à l'Assemblée – avec le résultat qu'on voit –, c'est à nous, travailleurs et travailleuses, de prendre nos affaires en main. En commençant par nous unir, quelles que soient nos différences.

A Poissy, la menace se confirme

Après avoir menti pendant 18 mois, la direction de Stellantis - par la voix d'Antonio Filosa, le remplaçant de Carlos Tavares - vient d'annoncer, lors d'un CSE, que l'usine de Poissy (Yvelines) ne produirait plus de voitures après l'arrêt de l'Opel Mokka. Après l'usine de Douvrin (Pas-de-Calais), il officialise vouloir s'attaquer aux emplois des quelques 2.000 salariés de Poissy, de ceux des sous-traitants et équipementiers.

Filosa a beau continuer d'essayer de baratiner qu'il essaierait de les garder, mais en réorientant le site vers "l'économie circulaire" et d'autres activités industrielles, on sait que ce ne sont que des paroles en l'air.

Il n'y a que la lutte qui permettra aux salariés de garder leurs emplois ou de partir dans des conditions dignes qu'ils auront eux-mêmes choisies. En cherchant à bâtir dans la mobilisation la convergence avec tous ceux et celles dont l'emploi est également menacé dans le secteur automobile, mais également dans la chimie, le commerce, la grande distribution, le bâtiment.

A l'Assemblée, le RN au secours des ultra-riches et du grand capital

Hier, le FN-RN s'autoproclamait « *parti des petites gens* ». Mais plus il espère s'approcher du pouvoir, plus l'heure est à courtiser le « monde des affaires », et plus le vernis « social » s'effrite.

Son contre budget présenté le 23 octobre met, comme Lecornu, la priorité à la réduction de la dette. Mais pas question, sauf à la marge, de taxer les plus riches : il vote donc avec les macronistes et autres contre la pourtant timide « taxe Zucman », contre la taxation des holdings où les capitalistes rapatrient leurs dividendes pour échapper à l'impôt. Quant au grand patronat, il lui promet une réduction massive des impôts dits « de production ». En conséquence, pour réduire la dette, « *nous assumerons une rupture forte en matière de politiques publiques* » prévient le député RN JP Tanguy (cité par le Monde du 19 octobre). Et d'ajouter : « *La santé, l'éducation et les collectivités sont les trois grands pourvoyeurs d'emplois publics, donc trois sources de réorganisation majeures* ».

En plus évidemment de s'en prendre aux aides sociales versées aux personnes étrangères, mais aussi au budget de l'écologie, le RN prévoit donc de tailler à la hache dans les services publics.

Projet de loi pour la Sécu 2026: le musée des horreurs

Les déclarations sulfureuses du nouveau ministre du Travail et des Solidarités sur France Inter, mardi dernier, sont plus que choquantes.

Farandou envisage, en guise d'économies pour la Sécu, des mesures qui feraient porter l'effort sur les plus précaires et le monde du travail. Il y a déjà dans le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2026 du gouvernement le gel en 2026 des pensions et des aides sociales, le doublement des franchises médicales ...

Le ministre veut y ajouter la suppression de la « prime de Noël » aux personnes sans enfant à charge. Priver une personne pauvre de 152 € à la veille des fêtes, merci pour le cadeau.

Il envisage aussi une modification du système de cotisation des apprentis qui ferait baisser leur salaire net. Tout cela alors que son gouvernement vient, la

semaine d'avant, de s'opposer catégoriquement à toute taxation des ultra riches !

A l'Assemblée : le PS au secours de Macron-Lecornu

Olivier Faure, pour le PS, avait fait de la question de la taxe « Zucman » une ligne rouge dans la discussion budgétaire : sans taxe Zucman, ce serait la censure. Mais Lecornu n'a pas cédé.

Commence alors une lamentable reculade : proposition d'une taxe Zucman au rabais, avec une nouvelle menace de censure proférée sur LCI le 26 octobre. Lecornu ne cède toujours pas, mais le PS continue d'implorer un geste du gouvernement.

Tout ce cirque serait risible si ce projet de budget n'était pas le plus antisocial jamais vu : gel des pensions et des aides sociales, coupes dans le logement social ... Alors même que des millions de gens tirent le diable par la queue.

Tout cela rappelle à qui l'aurait oublié, que depuis 50 ans, le PS est un parti « de gouvernement ». De Mitterrand et son tournant de la « rigueur » en 1983 à Hollande et les milliards offerts au patronat avec le Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE), en passant par Jospin qui a fait plus de privatisations que la droite avant lui, le PS a montré son vrai visage. Aujourd'hui pas plus qu'hier, le PS ne « trahit » pas les classes populaires : il reste seulement candidat à gérer avec zèle les intérêts bien compris de la bourgeoisie.

Contre la paix des cimetières en Palestine Manif nationale 29 novembre à Paris

La semaine dernière l'armée israélienne a de nouveau bombardé Gaza, faisant plus de cent morts. Une énième violation du cessez-le-feu, censée accélérer le retour de dépouilles d'otages, pourtant vraisemblablement enfouies dans les décombres de ses propres bombardements, comme celles de milliers de palestinien. En même temps, Nétanyahou fait à nouveau bombarder le Liban, et son armée laisse faire les exactions des colons contre la population en Cisjordanie. L'objectif est bien - avec le soutien indéfectible de Trump, d'en finir à terme avec la présence des palestinien. à Gaza et en Cisjordanie. Et si certains gouvernements - comme celui de la France - appellent timidement Nétanyahou à la retenue, ils continuent néanmoins de lui livrer des armes et de s'abstenir de sanctions. Le plan de Trump et Nétanyahou pour l'avenir de Gaza est tout le contraire d'un plan de « paix ». Concocté dans le dos des palestinien. à qui on ne demande pas leur avis, il nie leur droit à l'autodétermination.

Parce que la solidarité est plus que jamais nécessaire, rejoignons en nombre la manifestation nationale prévue à Paris samedi 29 novembre.

SOLIDARITÉ PALESTINE !

**SAM. 29 NOVEMBRE À 14H,
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE À PARIS**

**MANIFESTATION NATIONALE
AVEC DÉPART EN CAR DE ROUEN**